

KV

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 42.152/2
DU 29 JANVIER 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 23 janvier 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un avant-projet de loi "portant modification de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État", a donné l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"L'urgence est motivée par le fait que ce projet de loi fait suite à un arrêt n° 9/2007 pris par la Cour d'Arbitrage le 11 janvier 2007, que cet arrêt a pour effet d'annuler les dispositions reprises à l'article 371 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État dans sa forme ressortissant à la loi du 20 juillet 2006, que cette annulation va porter préjudice au budget de l'État en empêchant de percevoir un montant inscrit au budget des voies et moyens de l'année 2007 et qu'en conséquence, il s'est avéré nécessaire de prendre d'urgence un projet de loi de réparation qui devrait entrer en vigueur dans des délais très courts, afin d'éviter toute surprise budgétaire.

Ce projet de loi tend à rendre compatible l'article 371 avec la décision du Conseil d'État, en ne permettant plus à aucun des types d'emballages d'obtenir, même conditionnellement, une exonération de la cotisation d'emballage."

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

.../...

Information de la Commission européenne

Invité à préciser si l'information à donner à la Commission européenne concernant l'avant-projet de loi lui avait été fournie, le délégué du ministre a fourni les précisions ci-dessous.

"(L'avant-projet constitue) «une mesure d'accompagnement fiscal». Cette mesure doit être communiquée à la Commission européenne en vertu de l'article 31, § 2, de la directive 92/12/CEE du 25 février 1992 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise, la cotisation d'emballage étant dans les faits une accise ou y étant assimilée et les États membres pouvant conserver, en vertu de l'article 3, § 3, de la même directive, la faculté d'introduire ou de maintenir des impositions frappant des produits autres que ceux mentionnés à l'article 3, § 1^{er}, (huiles minérales, alcool et boissons alcoolisées, tabacs manufacturés), à condition toutefois que ces impositions ne donnent pas lieu dans les échanges entre États membres à des formalités liées au passage des frontières (ce qui est le cas ici puisqu'il n'y a aucune formalité au passage d'une frontière pour des emballages pour boissons).

En ce qui concerne la procédure d'information, elle sera exécutée aussitôt que votre avis sera donné, que des modifications éventuelles seront apportées pour répondre favorablement à votre avis et que le Chef de l'État aura donné son accord formel pour pouvoir déposer le projet de loi devant les Chambres législatives."

Constitutionnalité de l'avant-projet

La question que pose l'avant-projet est de savoir s'il rend bien la législation conforme au principe constitutionnel d'égalité tel que la Cour d'arbitrage l'a interprété, en ce qui concerne la cotisation d'emballage prévue par la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État, modifiée successivement par la loi du 30 décembre 2002 portant diverses dispositions fiscales en matière d'écotaxes et d'écoréductions, puis par la loi-programme du 22 décembre 2003 et enfin par la loi du 20 juillet 2006 modifiant la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État.

L'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 186/2005 du 14 décembre 2005 a annulé partiellement l'article 358 de la loi-programme du 22 décembre 2003 qui avait modifié l'article 371 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993, précitée, et a annulé totalement l'article 359 de cette loi qui y avait introduit un article 371bis.

.../...

Sur le premier moyen, l'arrêt annule l'article 371*bis* introduit par la loi-programme du 22 décembre 2003, précitée, qui habilitait le Roi à prévoir une exonération de la cotisation d'emballage pour les emballages de boissons à usage unique constitués d'une quantité de matière recyclée dont il fixait le pourcentage minimal : cette annulation était motivée par le fait que cette délégation de pouvoir en matière fiscale était contraire au principe constitutionnel d'égalité.

Eu égard à l'annulation de cet article 371*bis* sur la base du premier moyen, la loi-programme du 22 décembre 2003, précitée, ne prévoyait plus aucune exonération pour les emballages de boissons à usage unique constitués d'une certaine quantité de matière recyclée. Or, l'arrêt considère qu'"il n'est ni objectif ni raisonnablement justifié que les emballages de boissons non réutilisables ne puissent être exonérés de la cotisation d'emballage à aucune condition, même pas au cas où des pourcentages de recyclage particulièrement élevés seraient atteints" (considérant B.16). L'arrêt accueille en conséquence le second moyen, également pris de la violation du principe constitutionnel d'égalité, en ce que l'article 371, tel que modifié par la loi-programme du 22 décembre 2003, précitée, établit une différence de traitement entre les emballages réutilisables et les emballages non réutilisables comportant une quantité minimale de matériaux recyclés.

La loi du 20 juillet 2006, précitée, a remplacé l'article 371 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993, précitée, par un texte qui fixe la cotisation d'emballage à 0 euro par hectolitre de produit contenu dans des récipients individuels réutilisables. Cette notion est définie par le nouveau paragraphe 2 de l'article.

Cette loi ne comporte plus aucune délégation de pouvoir au Roi, de sorte qu'elle n'encourt plus la critique qui avait justifié l'annulation de l'article 371*bis* introduit par la loi-programme du 22 décembre 2003, précitée.

Comme le relève toutefois l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 9/2007 du 11 janvier 2007, qui a annulé l'article 371 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993, précitée, tel qu'il a été remplacé par la loi du 20 juillet 2006, précitée, la nouvelle loi maintient une discrimination entre les emballages réutilisables et les emballages non réutilisables mais comprenant une certaine quantité de matériaux recyclés (voir spécialement considérant B.7.4, alinéa 1^{er}).

.../...

Cet arrêt ne reproduit qu'incomplètement le premier moyen (B.7.1). Toutefois, l'énoncé de celui-ci, reproduit en A.3., rappelle bien que "dans l'arrêt n° 186/2005, la Cour a considéré que les emballages non réutilisables doivent pouvoir bénéficier du même régime fiscal que les emballages réutilisables dès lors qu'ils respectent un certain nombre de conditions à définir par le législateur".

L'avant-projet se borne à prévoir un taux réduit par hectolitre de produit contenu dans des récipients individuels réutilisables. Aucune réduction de taux n'est prévue pour les récipients non réutilisables mais comportant une certaine quantité de produits recyclés.

Or, comme l'a déjà relevé la Cour d'Arbitrage dans plusieurs de ses arrêts ⁽¹⁾, la différence de traitement entre les emballages pour boissons réutilisables et non réutilisables n'est pas sans justification raisonnable ⁽²⁾. Le législateur a raisonnablement pu estimer que les emballages réutilisables qui sont soumis à un système de consignes, offrent davantage de garanties, dans le domaine de la prévention de l'apparition de déchets, que les emballages non réutilisables, dès lors que le risque qu'ils puissent être éliminés de manière injustifiée ou aboutir dans les déchets ménagers est, dans de nombreux cas, plus petit par comparaison avec les emballages non réutilisables, les consommateurs étant incités par la consigne à restituer les emballages après leur utilisation et les producteurs étant tenus de remplir au moins sept fois les emballages réutilisables.

Il est vrai que diverses études révèlent que le recours à des emballages non réutilisables, en supposant qu'ils puissent en grande partie être collectés de manière sélective et recyclés, pourrait aboutir à un résultat équivalent en matière de limitation de la production de déchets résiduels et que, en fonction des hypothèses examinées, le bilan

⁽¹⁾ Voir entre autres les arrêts n° 195/2004 du 1^{er} décembre 2004, n° 186/2005 du 14 décembre 2005 et n° 9/2007 du 11 janvier 2007.

⁽²⁾ Le délégué du ministre observe aussi que la "différenciation entre les récipients à usage unique et les récipients réutilisables se retrouve dans la loi ordinaire du 16 juillet 1993, précitée, depuis son origine, et que ce même concept a été accepté par la Commission européenne lors des notifications 2002/0494/B, 2002/0495/B et 2002/0496/B relatives aux formalités à accomplir en vertu de la Directive 98/34/CE inhérente au projet de loi de 2002 créant la cotisation d'emballage originelle".

environnemental global, pour lequel il est tenu compte de tous les effets sur l'environnement pendant toute la durée de vie du récipient pour boissons, pourrait se révéler positif pour certains emballages non réutilisables, à certaines conditions rigoureuses.

Dès lors que ce résultat ne pourrait être atteint qu'à des conditions à préciser, qui, de par leur nature, diffèrent de celles applicables aux emballages réutilisables, il appartient au législateur, compte tenu des données scientifiques disponibles à cet égard, de déterminer à quelles conditions les emballages non réutilisables devraient entrer en ligne de compte pour une réduction du taux de la cotisation d'emballage prévu par l'avant-projet de loi en ce qui concerne cette catégorie d'emballages.

L'exposé des motifs ne fait aucune allusion à un tel bilan environnemental global; or, s'il se révélait positif pour certains emballages non réutilisables, mais qui sont dans une large mesure recyclés, ces emballages devraient bénéficier d'un régime plus favorable que celui auxquels ils seront soumis en vertu de l'avant-projet de loi.

Dès lors, soit l'exposé des motifs peut être complété, afin d'établir que le législateur aura examiné et jugé irréalisables les conditions auxquelles un tel régime pourrait être octroyé aux redevables intéressés, soit la différenciation de traitement résultant de l'avant-projet de loi sera abandonnée, l'objectif budgétaire poursuivi pouvant être atteint sans créer deux taux d'imposition.

Dispositif

Article 2

L'article 2 vise l'article 369 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993, précitée, sans se référer aux modifications successives et toujours en vigueur de cette disposition.

La phrase liminaire doit donc être dûment complétée.

La même observation vaut pour l'article 3.

.../...

Article 3

Le délégué du ministre a explicité comme suit le régime de la cotisation lors de la mise sur le marché belge des boissons conditionnées en récipients individuels après leur mise à la consommation.

"Il faut savoir que les produits d'accise sont mis à la consommation, soit à la sortie d'un entrepôt fiscal, soit lors de la sortie d'un régime suspensif d'accise, même illicite, soit lors de toute sortie d'un régime suspensif de douane, même illicite. Ceci ressortit à l'article 6 de la loi du 10 juin 1997 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accises et donc de l'article 6 de la directive européenne 92/12/CEE du 25 février 1992 ayant le même objet.

Ceci signifie que la mise en consommation en matière d'accise peut être faite sur un container ou un camion entier contenant des produits d'accise (vins, mousseux, eaux, softs drinks) ou sur des emballages de vente au détail contenant ces produits.

C'est la raison pour laquelle, en matière de cotisation d'emballage, on définit à l'article 369, 18°, un récipient individuel (destiné à être livré au consommateur final) et au 19° un récipient individuel réutilisable (fournir la preuve de 7 reremplissages et récupéré via un système de caution).

L'article 371 nouveau précise bien que la cotisation d'emballage est due :

- 1° lors de la mise en consommation en matière d'accise si conditionnés dans des récipients individuels (donc pour le cas de la mise en consommation en bouteille et pas en camion);
- 2° lors de la mise sur le marché belge si conditionnées en récipients individuels et que conditionnement a lieu après la mise en consommation (ce cas couvre la mise en consommation en container et l'embouteillage postérieur, la cotisation d'emballage ayant lieu au vu de cet embouteillage)."

Ces explications mériteraient de figurer dans l'exposé des motifs.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	J. KIRKPATRICK,	assesseur de la section de législation,
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.152/2
VAN 29 JANUARI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 23 januari 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende wijziging van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur", heeft het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag aldus :

"L'urgence est motivée par le fait que ce projet de loi fait suite à un arrêt n° 9/2007 pris par la Cour d'Arbitrage le 11 janvier 2007, que cet arrêt a pour effet d'annuler les dispositions reprises à l'article 371 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État dans sa forme ressortissant à la loi du 20 juillet 2006, que cette annulation va porter préjudice au budget de l'État en empêchant de percevoir un montant inscrit au budget des voies et moyens de l'année 2007 et qu'en conséquence, il s'est avéré nécessaire de prendre d'urgence un projet de loi de réparation qui devrait entrer en vigueur dans des délais très courts, afin d'éviter toute surprise budgétaire.

Ce projet de loi tend à rendre compatible l'article 371 avec la décision du Conseil d'État, en ne permettant plus à aucun des types d'emballages d'obtenir, même conditionnellement, une exonération de la cotisation d'emballage."

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

.../...

Het informeren van de Europese Commissie

Op de vraag of de Europese Commissie de nodige informatie over het voorontwerp van wet had gekregen, heeft de gemachtigde van de minister de volgende verduidelijkingen gegeven :

"(L'avant-projet constitue) «une mesure d'accompagnement fiscal». Cette mesure doit être communiquée à la Commission européenne en vertu de l'article 31, § 2, de la directive 92/12/CEE du 25 février 1992 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise, la cotisation d'emballage étant dans les faits une accise ou y étant assimilée et les États membres pouvant conserver, en vertu de l'article 3, § 3, de la même directive, la faculté d'introduire ou de maintenir des impositions frappant des produits autres que ceux mentionnés à l'article 3, § 1^{er}, (huiles minérales, alcool et boissons alcoolisées, tabacs manufacturés), à condition toutefois que ces impositions ne donnent pas lieu dans les échanges entre États membres à des formalités liées au passage des frontières (ce qui est le cas ici puisqu'il n'y a aucune formalité au passage d'une frontière pour des emballages pour boissons).

En ce qui concerne la procédure d'information, elle sera exécutée aussitôt que votre avis sera donné, que des modifications éventuelles seront apportées pour répondre favorablement à votre avis et que le Chef de l'État aura donné son accord formel pour pouvoir déposer le projet de loi devant les Chambres législatives."

Grondwettigheid van het voorontwerp

De vraag die bij het voorontwerp rijst is of het de wetgeving wel in overeenstemming brengt met het grondwettelijke gelijkheidsbeginsel zoals het Arbitragehof dat heeft geïnterpreteerd, betreffende de verpakkingshelling voorgeschreven bij de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, die achtereenvolgens gewijzigd is bij de wet van 30 december 2002 houdende diverse fiscale bepalingen op het stuk van milieutaksen en ecobonussen, vervolgens bij de programmawet van 22 december 2003 en tot slot bij de wet van 20 juli 2006 tot wijziging van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur.

Bij arrest nr. 186/2005 d.d. 14 december 2005 van het Arbitragehof is artikel 358 van de programmawet van 22 december 2003, dat artikel 371 van de voormelde gewone wet van 16 juli 1993 had gewijzigd, gedeeltelijk vernietigd en is artikel 359 van die wet, dat er een artikel 371*bis* had ingevoegd, geheel vernietigd.

Ten aanzien van het eerste middel vernietigt het arrest artikel 371*bis*, dat bij de voormelde programmawet van 22 december 2003 was ingevoegd en luidens hetwelk de Koning een vrijstelling van verpakkingsheffing kon toestaan voor drankverpakkingen voor éénmalig gebruik, samengesteld uit een hoeveelheid gerecycleerde grondstoffen waarvan de Koning het minimumpercentage bepaalde : die vernietiging was gebaseerd op het feit dat die delegatie van bevoegdheid in een belastingmaterie strijdig is met het grondwettelijke gelijkheidsbeginsel.

Daar dat artikel 371*bis* op basis van het eerste middel vernietigd was, voorzag de voormelde programmawet van 22 december 2003 niet langer in een vrijstelling voor drankverpakkingen voor éénmalig gebruik, samengesteld uit een bepaalde hoeveelheid gerecycleerde grondstoffen. In het arrest wordt echter geoordeeld dat "het niet objectief en redelijk verantwoord (is) dat de niet-herbruikbare drankverpakkingen onder geen enkele voorwaarde, zelfs niet wanneer bijzonder hoge recyclagepercentages zouden worden bereikt, vrijgesteld kunnen worden van de verpakkingsheffing" (overweging B.16). Het arrest neemt bijgevolg het tweede middel aan, dat ook ontleend is aan schending van het grondwettelijke gelijkheidsbeginsel, doordat artikel 371, zoals het bij de voormelde programmawet van 22 december 2003 is gewijzigd, een verschil in behandeling invoert tussen herbruikbare en niet-herbruikbare verpakkingen die een minimumhoeveelheid aan gerecycleerd materiaal bevatten.

Bij de voormelde wet van 20 juli 2006 is artikel 371 van de genoemde gewone wet van 16 juli 1993 vervangen door een tekst waarin de verpakkingshelling wordt vastgesteld op 0 euro per hectoliter product verpakt in individuele herbruikbare verpakkingen. Dat begrip wordt gedefinieerd in de nieuwe paragraaf 2 van het artikel.

Die wet bevat geen enkele delegatie van bevoegdheid aan de Koning meer, zodat ze niet meer blootgesteld is aan de kritiek die had geleid tot de nietigverklaring van artikel 371*bis*, dat was ingevoegd bij de voormelde programmawet van 22 december 2003.

Zoals echter wordt opgemerkt in arrest nr. 9/2007 d.d. 11 januari 2007 van het Arbitragehof, waarbij artikel 371 van de voormelde gewone wet van 16 juli 1993 - zoals het is vervangen bij de voormelde wet van 20 juli 2006 - is vernietigd, wordt in de nieuwe wet een verschil in behandeling gehandhaafd tussen herbruikbare en niet-herbruikbare verpakkingen die echter wel een bepaalde hoeveelheid gerecycleerd materiaal bevatten (zie inzonderheid overweging B.7.4, eerste lid).

In dat arrest wordt het eerste middel slechts gedeeltelijk overgenomen (B.7.1). In dat middel, waarvan de bewoordingen worden overgenomen in A.3, wordt er echter op gewezen dat "(het Hof) in (...) het arrest nr. 186/2005 heeft (...) geoordeeld dat de niet-herbruikbare verpakkingen dezelfde fiscale regeling moeten kunnen genieten als de herbruikbare verpakkingen, wanneer ze voldoen aan een aantal door de wetgever te bepalen voorwaarden".

Het voorontwerp beperkt zich ertoe een lagere heffing vast te stellen per hectoliter product verpakt in individuele herbruikbare verpakkingen. Voor niet-herbruikbare verpakkingen die evenwel een bepaalde hoeveelheid gerecycleerd materiaal bevatten wordt in geen enkele tariefverlaging voorzien.

Zoals het Arbitragehof echter al in verscheidene van zijn arresten heeft opgemerkt ⁽¹⁾, heeft het verschil in behandeling tussen herbruikbare en niet-herbruikbare drankverpakkingen een redelijke verantwoording ⁽²⁾. De wetgever heeft in redelijkheid kunnen oordelen dat herbruikbare verpakkingen die onderworpen zijn aan een stelsel van statiegeld, op het vlak van het voorkomen van het ontstaan van afvalstoffen, meer waarborgen bieden dan niet-herbruikbare verpakkingen, nu het risico dat zij op een onverantwoorde wijze zouden worden verwijderd of in het huishoudelijk afval zouden terechtkomen, in vergelijking met niet-herbruikbare verpakkingen, veelal kleiner is, aangezien de consumenten door middel van het statiegeld ertoe worden aangezet de verpakkingen na gebruik weer in te leveren en de producenten gehouden zijn de herbruikbare verpakkingen minstens zevenmaal te hervullen.

Weliswaar wijzen diverse studies uit dat niet-herbruikbare verpakkingen, gesteld dat zij in hoge mate selectief worden ingezameld en gerecycleerd, tot een gelijkwaardig resultaat inzake de beperking van productie van restafval zouden kunnen leiden en dat, afhankelijk van de onderzochte hypothesen, de algemene milieubalans, waarbij met alle milieueffecten tijdens de gehele levensduur van de drankverpakking rekening wordt gehouden, onder bepaalde strikte voorwaarden positief zou kunnen uitvallen voor bepaalde niet-herbruikbare verpakkingen.

Nu dat resultaat maar bereikt zou kunnen worden onder nader te bepalen voorwaarden, die door hun aard verschillen van die welke gelden voor herbruikbare verpakkingen, komt het de wetgever, rekening houdend met de beschikbare wetenschappelijke gegevens in dit verband, toe te bepalen onder welke voorwaarden niet-herbruikbare verpakkingen in aanmerking komen voor vermindering van de

⁽¹⁾ Zie onder meer de arresten 195/2004 van 1 december 2004, 186/2005 van 14 december 2005 en 9/2007 van 11 januari 2007.

⁽²⁾ De gemachtigde van de minister merkt ook het volgende op : "la différenciation entre les récipients à usage unique et les récipients réutilisables se retrouve dans la loi ordinaire du 16 juillet 1993, précitée, depuis son origine, et ce même concept a été accepté par la Commission européenne lors des notifications 2002/0494/B, 2002/0495/B et 2002/0496/B relatives aux formalités à accomplir en vertu de la Directive 98/34/CE inhérente au projet de loi de 2002 créant la cotisation d'emballage originelle".

verpakkingsheffing, die in het voorontwerp van wet voor die categorie van verpakkingen wordt voorgeschreven.

In de memorie van toelichting wordt geen enkele toespeling gemaakt op zulk een algemene milieubalans; als die balans echter positief zou uitvallen voor bepaalde niet-herbruikbare, maar in grote mate gerecycleerde verpakkingen, dan zouden die verpakkingen in aanmerking moeten komen voor een gunstiger regeling dan die waaronder ze krachtens het voorontwerp van wet zullen vallen.

Alzo, ofwel kan de memorie van toelichting worden aangevuld om aan te tonen dat de wetgever de voorwaarden waaronder zulk een regeling zou kunnen worden toegekend aan de betrokken heffingsplichtigen, heeft onderzocht en onuitvoerbaar heeft geacht, ofwel moet worden afgestapt van het verschil in behandeling dat voortvloeit uit het voorontwerp van wet, waarbij de beoogde begrotingsdoelstelling kan worden bereikt zonder dat twee heffingspercentages worden ingevoerd.

Dispositief

Artikel 2

In artikel 2 wordt verwezen naar artikel 369 van de voormelde gewone wet van 16 juli 1993, zonder dat wordt verwezen naar de achtereenvolgende, nog geldende wijzigingen van die bepaling.

De inleidende zin moest dus volgens de regels worden aangevuld.

Deze opmerking geldt ook voor artikel 3.

Artikel 3

De gemachtigde van de minister heeft de heffingsregeling bij het op de Belgische markt brengen van dranken die na het in het verbruik brengen in individuele verpakkingen verpakt zijn, als volgt toegelicht :

"Il faut savoir que les produits d'accise sont mis à la consommation, soit à la sortie d'un entrepôt fiscal, soit lors de la sortie d'un régime suspensif d'accise, même illicite, soit lors de toute sortie d'un régime suspensif de douane, même illicite. Ceci ressortit à l'article 6 de la loi du 10 juin 1997 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accises et donc de l'article 6 de la directive européenne 92/12/CEE du 25 février 1992 ayant le même objet.

Ceci signifie que la mise en consommation en matière d'accise peut être faite sur un container ou un camion entier contenant des produits d'accise (vins, mousseux, eaux, softs drinks) ou sur des emballages de vente au détail contenant ces produits.

C'est la raison pour laquelle, en matière de cotisation d'emballage, on définit à l'article 369, 18°, un récipient individuel (destiné à être livré au consommateur final) et au 19° un récipient individuel réutilisable (fournir la preuve de 7 reremplissages et récupéré via un système de caution).

L'article 371 nouveau précise bien que la cotisation d'emballage est due :

- 1° lors de la mise en consommation en matière d'accise si conditionnés dans des récipients individuels (donc pour le cas de la mise en consommation en bouteille et pas en camion);
- 2° lors de la mise sur le marché belge si conditionnées en récipients individuels et que conditionnement a lieu après la mise en consommation (ce cas couvre la mise en consommation en container et l'embouteillage postérieur, la cotisation d'emballage ayant lieu au vu de cet embouteillage)."

Die uitleg zou in de memorie van toelichting moeten komen.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	J. KIRKPATRICK,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS